



## **SAVARIA CORPORATION**

### **Rapport de gestion**

pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2015

---

#### **Contenu**

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2015**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Engagements**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre parties liées**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

## 1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation, son contexte d'affaires, ses stratégies, ses facteurs de risques et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2015 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2014. Il présente également une comparaison de ses états de la situation financière aux 31 décembre 2015 et 2014. À moins d'indications contraires, les termes « société », « Savaria », « nous », « nos » et « notre » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, à l'exception des montants par action.

Les états financiers, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et le rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 10 mars 2016. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site internet de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

## 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux IFRS. Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux IFRS telles que: le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif courant moins le passif courant tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif courant sur le passif courant. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de période et la trésorerie par action correspond au résultat de la trésorerie divisée par le nombre d'actions en circulation en fin de période.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme moins le net de la trésorerie et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total des capitaux propres plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les IFRS et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

#### 4. Survol des activités

Savaria Corporation est un des chefs de file nord-américains de l'industrie de l'accessibilité. La diversité de ses produits, qui incluent une gamme de sièges d'escaliers, de plates-formes élévatrices et d'ascenseurs résidentiels et commerciaux, permet à Savaria de se distinguer en proposant une offre intégrée et sur mesure, l'une des plus vastes sur le marché, dans le but de faciliter le déplacement de ses clients à mobilité réduite. Les opérations de Savaria en Chine ont connu une croissance substantielle et la collaboration de cette dernière avec les autres usines en sol canadien à titre de fournisseur important, accroît son avantage concurrentiel dans le marché. Le 31 août dernier, la société a acquis un immeuble de 57 000 pieds carrés à Laval, Québec, dans lequel elle a transféré son siège social ainsi que l'usine de Montréal, opérée par la filiale Van-Action, en janvier 2016. La société compte quatre autres installations, dont une usine de 125 000 pieds carrés à Brampton (Ontario) et une usine de 75 000 pieds carrés à Huizhou (Chine), ainsi que deux bureaux de vente à London (Ontario) et à Calgary (Alberta).

##### Secteurs opérationnels de la société

La société gère ses activités en fonction de deux secteurs opérationnels, le principal étant celui de l'Accessibilité. Ces secteurs sont structurés en fonction des segments de marché qu'ils desservent.

- **Secteur *Accessibilité* (87 % des ventes en 2015)**

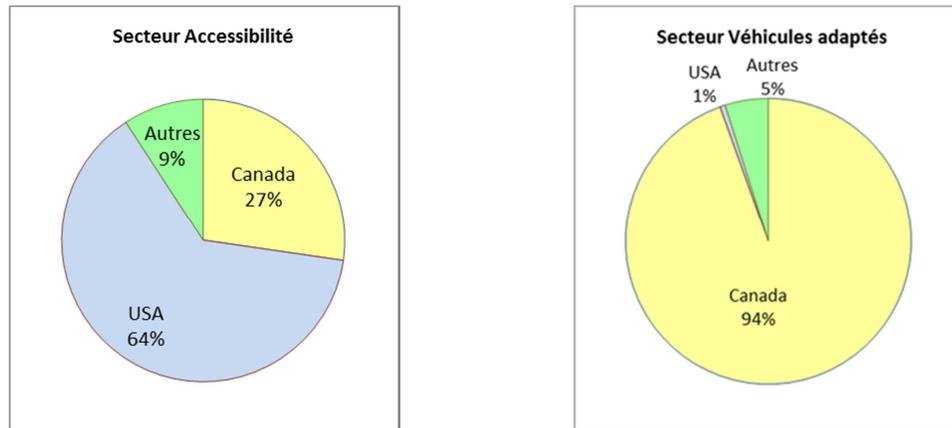
Le secteur *Accessibilité* conçoit, fabrique, distribue et installe des équipements d'accessibilité, tels que des sièges pour escaliers droits et courbes, des plates-formes élévatrices verticales et inclinées, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. Les produits sont manufacturés, assemblés et personnalisés à l'usine de Brampton, Ontario, et sont offerts par le biais d'un réseau comptant quelque 300 détaillants actifs, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. L'usine de Huizhou en Chine est le principal fournisseur de pièces et composantes de la filiale de Brampton; elle effectue aussi des assemblages ainsi que des produits finis principalement pour le compte de la société et pour la vente de produits sur les marchés asiatique et européen. Ce secteur inclut également les opérations provenant de la division Silver Cross, soit l'opération d'un réseau de franchisés et de magasins corporatifs par lesquels est vendu de l'équipement d'accessibilité neuf et recyclé, et l'opération d'un programme d'identification de prospects par lequel sont distribués les noms de clients potentiels à près de 100 affiliés en Amérique du Nord.

- **Secteur *Véhicules adaptés* (13 % des ventes en 2015)**

Le secteur *Véhicules adaptés* effectue la conversion et l'adaptation de fourgonnettes par le biais des filiales Van-Action et Freedom Motors situées à Montréal, Québec et à Brampton, Ontario. Elles offrent des modèles avec entrée arrière, latérale ou double pour les personnes à mobilité réduite. Par le biais d'une rampe et d'un plancher abaissé, elles rendent les fourgonnettes accessibles en fauteuils roulants. Leur utilisation peut être pour fins personnelles ou commerciales.

## Ventes par secteur par région

Pour l'exercice 2015, les ventes totales de Savaria émanent des États-Unis (55 %), du Canada (36 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (9 %). La proportion des ventes par région selon les secteurs s'établit comme suit :



Les ventes annuelles pour l'exercice 2015 sont de l'ordre de 82,6 millions (« M ») \$ pour le secteur *Accessibilité* et 12,7 M \$ pour le secteur *Véhicules adaptés* pour un revenu total de 95,3 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

La société emploie quelque 440 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

## 5. Contexte commercial

### Un marché en croissance dû au vieillissement de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ces gens, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Selon un recensement canadien de 2011, 5 millions de personnes – représentant 14,4 % de la population du Canada – étaient âgées de 65 ans et plus, alors qu'ils étaient 3,9 millions ou 12,6 % une décennie plus tôt. Ces chiffres devraient continuer à augmenter, puisqu'il est prévu qu'il y aura 8,4 millions de personnes – soit 20,8 % de la population du Canada – qui seront âgées de 65 ans et plus en 2026. La tendance observée aux États-Unis est similaire. Un recensement américain de 2011 a indiqué que 40 millions de personnes – représentant 12,8 % de la population des États-Unis – étaient âgées de 65 ans et plus, comparativement à 34 millions ou 12 %, une décennie plus tôt. Les prévisions pour 2025 indiquent que 65 millions de personnes – représentant 18,7 % de la population des États-Unis – devraient être âgées de 65 ans et plus.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la population âgée est en croissance et l'espérance de vie des gens augmente. Selon une étude de l'*Organisation de Coopération et de Développement Économique* (« OCDE ») intitulée *Panorama de la santé 2013*, quelque vingt-quatre pays ont maintenant une espérance de vie moyenne de

80 ans et plus. Deuxièmement, les personnes âgées sont de plus en plus aisées et auront donc de plus en plus les moyens d'adapter leur propre résidence pour pouvoir y demeurer. Toujours selon ces recensements de 2011, 92 % des Canadiens et 96 % des Américains âgés de 65 ans et plus vivaient dans des résidences ou des logements privés, les autres vivants dans des logements collectifs. Enfin, la structure familiale et les soins pour les gens âgés changent, et exigent de plus en plus l'installation d'équipement d'accessibilité directement dans les résidences de ces personnes, ainsi que dans les bâtiments publics.

Par ailleurs, Statistique Canada indique que 7,2 % des Canadiens de tous âges souffrent actuellement de problèmes de mobilité. De même, 6,9 % des Américains souffrent également d'un problème de mobilité. En lien avec le vieillissement de la population, les prévisions indiquent que le nombre de personnes avec un problème de mobilité augmentera dans les années à venir.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces équipements, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Étant donné que la majorité des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitif, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de revendeurs de produits dans le domaine de l'accessibilité.

## **6. Vision, mission et stratégie**

### **Notre vision**

Demeurer un des chefs de file du marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. Distribuer la gamme de produits la plus complète afin de favoriser la mobilité des gens, se distinguant par les produits les plus fiables et les plus sécuritaires qui soient. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos ventes et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

### **Notre mission**

Concevoir, fabriquer et distribuer des produits d'accessibilité et des ascenseurs de qualité supérieure, personnalisés selon les besoins des clients, afin d'améliorer leur bien-être et leur mobilité. Prioriser le client et privilégier le travail d'équipe et le respect mutuel à travers notre culture d'entreprise.

### **Notre stratégie**

Afin de conserver et renforcer sa position parmi les chefs de file du marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité, Savaria met en œuvre différentes initiatives :

- Elle développe et met régulièrement en marché de nouveaux produits afin d'offrir à ses quelque 400 détaillants et affiliés actifs, ainsi qu'à ses centres canadiens de vente directe, la gamme de produits la plus complète de l'industrie.

Réalisations :

- Conception d'une nouvelle conversion de véhicule basé sur le châssis du Ram ProMaster permettant de transporter 7 passagers, dont trois en fauteuil roulant, qui a été présenté à des acheteurs potentiels au cours du 3<sup>e</sup> trimestre de 2015; ce produit se démarque de nos conversions existantes en raison de sa plus grande capacité de passagers.
- Conception d'un nouveau siège pour escaliers droits, le K2, qui répond à des besoins différents par rapport à notre modèle existant *SL-1000*; le K2 a été mis en marché au cours du 3<sup>e</sup> trimestre de 2015.
- Savaria demeure à l'affût des occasions d'affaires dans le marché de l'accessibilité, telles des acquisitions stratégiques, qui lui donneraient l'opportunité soit d'étendre sa gamme de produits, d'acquérir de nouvelles marques de commerce ou d'accroître la vente de ses produits existants.

Réalisation :

- Acquisition au troisième trimestre de 2015 des actifs de trois franchises Silver Cross localisées dans les villes d'Ottawa, de St-Catharines et de Toronto, en Ontario; ceux-ci s'ajoutent au magasin corporatif situé à Oakville, en Ontario. Savaria poursuit ainsi sa stratégie consistant à détenir des magasins corporatifs dans les principaux marchés canadiens afin de répondre aux besoins de mobilité de la population vieillissante.
- Savaria se tient à la fine pointe de la technologie afin de demeurer concurrentielle et s'assure de mettre à la disposition de ses clients des outils innovateurs, permettant à la fois d'optimiser ses processus d'affaires et de simplifier le travail de ses détaillants.
- En dernier lieu, Savaria cherche constamment à optimiser sa structure de coûts afin d'augmenter sa rentabilité et sa capacité de production.

Réalisation :

- Acquisition d'un immeuble de 57 000 pieds carrés à Laval, Québec, afin de rassembler les activités du siège social, des ventes directes de la région de Montréal et de la conversion de véhicules. Ce nouvel emplacement permet de hausser de 50 % la capacité de conversion de fourgonnettes à entrée latérale et du nouveau modèle de conversion basé sur le châssis du Ram ProMaster.

La société est exposée à divers risques commerciaux qui pourraient avoir un impact sur sa capacité à maintenir sa part de marché et sa rentabilité actuelles, de même qu'à atteindre ses objectifs stratégiques à court et long terme. Ces risques sont décrits à la section 20 « *Risques et incertitudes* ».

## **7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2015**

Les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2015, autant au niveau des Ventes, que du Résultat net ou du BAIIA, ont atteint des niveaux sans précédent et ont surpassé tous les records de la société établis jusqu'à maintenant.

### **Ventes en hausse de 23,8 % pour le quatrième trimestre et de 14,9 % pour l'exercice 2015**

Les ventes du 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 sont en hausse de 5,1 M \$ pour un montant total de 26,6 M \$ comparativement à des ventes de 21,5 M \$ pour le 4<sup>e</sup> trimestre de 2014. Pour l'exercice 2015, les ventes sont en hausse de 14,9 % ou 12,4 M \$ pour un total de 95,3 M \$ contre 82,9 M \$ en 2014.

### **Résultat opérationnel en hausse de 59,6 % pour le quatrième trimestre et de 30,1 % pour l'exercice 2015**

Le résultat opérationnel du 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 est en hausse de 1,4 M \$ avec un montant de 3,7 M \$ comparativement à 2,3 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2014. Pour l'exercice 2015, le résultat opérationnel est en hausse de 2,6 M \$ avec un total de 11,4 M \$ en 2015 contre 8,8 M \$ en 2014.

### **Résultat net en hausse de 67,3 % pour le quatrième trimestre et de 39,9 % pour l'exercice 2015**

Le résultat net du 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 est en hausse de 1,2 M \$ avec un montant de 2,9 M \$ par rapport à 1,7 M \$ au trimestre correspondant de 2014. Pour l'exercice 2015, le résultat net est en hausse de 2,6 M \$ avec un total de 8,9 M \$ en 2015 contre 6,4 M \$ en 2014.

### **BAIIA en hausse de 44,2 % pour le quatrième trimestre et de 30,4 % pour l'exercice 2015**

La société a généré un BAIIA de 4,4 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 comparativement à 3 M \$ au trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 1,3 M \$. Pour l'exercice 2015, le BAIIA est en hausse de 3,4 M \$ avec un total de 14,6 M \$ en 2015 contre 11,2 M \$ en 2014. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*.

### **Dividende**

Au quatrième trimestre de 2015, le Conseil d'administration a déclaré un dividende de 5 cents par action (0,05 \$), conformément à sa politique de versement de dividende. Au cours de l'exercice 2015, un montant total de 17 cents (0,17 \$) par action a été déclaré en dividendes.

## 8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

| (en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages) | 2015      | 2014      | 2013      |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Ventes  | 95 263 \$ | 82 909 \$ | 75 739 \$ |
| <i>Marge brute en % des ventes</i>                              | 31 %      | 30,5 %    | 29,4 %    |
| Charges opérationnelles   | 18 198 \$ | 16 565 \$ | 15 085 \$ |
| <i>% des ventes</i>   | 19,1 %    | 20 %      | 19,9 %    |
| Résultat opérationnel   | 11 405 \$ | 8 765 \$  | 7 509 \$  |
| <i>% des ventes</i>   | 12 %      | 10,6 %    | 9,9 %     |
| BAIIA <sup>(1)</sup>  | 14 559 \$ | 11 164 \$ | 9 538 \$  |
| BAIIA par action – dilué  | 0,45 \$   | 0,40 \$   | 0,41 \$   |
| Gain sur change   | 1 345 \$  | 630 \$    | 330 \$    |
| Résultat net  | 8 944 \$  | 6 391 \$  | 5 299 \$  |
| Résultat par action – de base et dilué                          | 0,28 \$   | 0,23 \$   | 0,23 \$   |
| Dividendes déclarés par action                                  | 0,17 \$   | 0,24 \$   | 0,14 \$   |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué        | 32 446    | 28 070    | 23 444    |
| Actifs totaux   | 95 685 \$ | 71 420 \$ | 49 013 \$ |
| Dette à long terme (y compris la partie courante)               | 17 252 \$ | 15 354 \$ | 15 595 \$ |
| Passifs non courants totaux                                     | 21 943 \$ | 16 462 \$ | 14 629 \$ |
| Capitaux propres  | 49 213 \$ | 36 456 \$ | 20 233 \$ |

(1) Rapprochement du BAIIA avec le résultat net à la section 9

Les ventes ont bondi les deux dernières années à des sommets inégalés de 82,9 M \$ et 95,3 M \$, soit des augmentations de 9,5 % en 2014 et de 14,9 % en 2015. Ces augmentations sont principalement dues à la mise en marché de nouveaux produits et à l'augmentation de volume de certains produits existants.

La marge brute a suivi la même tendance principalement en raison de l'augmentation des ventes. La marge brute est passée de 29,4 % des ventes en 2013 à 31 % des ventes en 2015.

Quant au résultat opérationnel, suite à une augmentation de 16,7 % en 2014 en raison de l'augmentation de la marge brute, il a bondi de plus de 30 % en 2015 grâce encore une fois à l'augmentation de la marge brute et à une diminution des charges opérationnelles en termes de pourcentage des ventes.

À noter que les gains de change sont liés aux taux de clôture du dollar US par rapport au dollar canadien.

Tout comme les ventes, le BAIIA a atteint un sommet inégalé dans les deux dernières années. Après avoir franchi pour la première fois la barre des 10 M \$ en 2014 avec un BAIIA de 11,2 M \$, il a atteint un niveau record de 14,6 M \$ en 2015, représentant 15,3 % des ventes comparativement à 13,5 % en 2014 et 12,6 % en 2013. Ces augmentations sont principalement dues aux augmentations des marges brutes (+3,1 M \$ en 2014; +4,3 M \$ en 2015) et des gains de change (+300 000 \$ en 2014; +715 000 \$ en 2015) et en contrepartie, aux hausses des charges opérationnelles (+1,5 M \$ en 2014; +1,6 M \$ en 2015).

Le dividende déclaré par action s'est élevé à 24 cents en 2014 puisque la politique de dividende en vigueur prévoyait un ajustement basé sur les résultats de l'année précédente. La politique en vigueur depuis septembre 2015 prévoit maintenant un versement trimestriel de 5 cents par action.

L'actif total a augmenté considérablement en 2014 et en 2015 principalement en raison des fonds encaissés lors de placements privés aux montants nets de 17,5 M \$ en 2014 et de 13,5 M \$ en 2015. À cela s'ajoutent l'acquisition des actifs de Silver Cross en 2014 et l'acquisition d'un immeuble à Laval, Québec, en 2015. La dette à long terme, qui est demeurée stable entre 2013 et 2014, a augmenté de 1,9 M \$ en 2015 suite à l'encaissement d'une nouvelle dette de 4,2 M \$ liée à l'acquisition de l'immeuble de Laval, compensé par le remboursement normal des emprunts et des billets à payer au montant total de 2,4 M \$. De même, les passifs non courants totaux ont suivi les mêmes tendances haussières que la dette à long terme en plus de subir l'impact d'une augmentation des passifs liés aux contrats de change; ceux-ci ont augmenté de 1,8 M \$ en 2014 et de 3,7 M \$ en 2015.

Les capitaux propres ont bondi de 16,2 M \$ en 2014 et de 12,8 M \$ en 2015. Ces augmentations sont principalement dues aux émissions d'actions reliées aux placements privés de 17,9 M \$ en 2014 et de 13,8 M \$ en 2015, compensées par les variations négatives du cumul des autres éléments du résultat global de 2,2 M \$ et de 5 M \$ respectivement, et, pour 2015, de la différence entre le résultat net de 8,9 M \$ et des dividendes versés de 5,4 M \$.

## 9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

| (en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages – non audité) | 2015             |             |             |             | 2014        |             |             |             |
|--|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|  | Trimestre 4      | Trimestre 3 | Trimestre 2 | Trimestre 1 | Trimestre 4 | Trimestre 3 | Trimestre 2 | Trimestre 1 |
| Ventes   | <b>26 605 \$</b> | 24 002 \$   | 24 422 \$   | 20 234 \$   | 21 497 \$   | 21 747 \$   | 21 977 \$   | 17 688 \$   |
| <i>Marge brute en % des ventes</i>   | <b>32,7 %</b>    | 30,6 %      | 30,5 %      | 30 %        | 30,9 %      | 31,2 %      | 30,6 %      | 29,2 %      |
| Charges opérationnelles <sup>(1)</sup>                                       | <b>5 061 \$</b>  | 4 483 \$    | 4 373 \$    | 4 281 \$    | 4 357 \$    | 4 384 \$    | 4 135 \$    | 3 689 \$    |
| <i>% des ventes</i>  | <b>19 %</b>      | 18,7 %      | 17,9 %      | 21,2 %      | 20,3 %      | 20,2 %      | 18,8 %      | 20,9 %      |
| Résultat opérationnel  | <b>3 678 \$</b>  | 2 850 \$    | 3 087 \$    | 1 790 \$    | 2 304 \$    | 2 408 \$    | 2 579 \$    | 1 474 \$    |
| <i>% des ventes</i>  | <b>13,8 %</b>    | 11,9 %      | 12,6 %      | 8,8 %       | 10,7 %      | 11,1 %      | 11,7 %      | 8,3 %       |
| Gain (perte) sur change  | <b>256 \$</b>    | 515 \$      | (29) \$     | 603 \$      | 264 \$      | 372 \$      | (315) \$    | 309 \$      |
| Résultat net   | <b>2 867 \$</b>  | 2 352 \$    | 2 150 \$    | 1 575 \$    | 1 714 \$    | 1 926 \$    | 1 546 \$    | 1 205 \$    |
| Résultat net par action – dilué  | <b>0,09 \$</b>   | 0,07 \$     | 0,07 \$     | 0,05 \$     | 0,06 \$     | 0,06 \$     | 0,06 \$     | 0,05 \$     |
| BAIIA <sup>(2)</sup>   | <b>4 372 \$</b>  | 3 806 \$    | 3 523 \$    | 2 858 \$    | 3 032 \$    | 3 214 \$    | 2 698 \$    | 2 220 \$    |
| BAIIA par action – dilué   | <b>0,13 \$</b>   | 0,11 \$     | 0,11 \$     | 0,10 \$     | 0,10 \$     | 0,11 \$     | 0,10 \$     | 0,09 \$     |
| Dividendes déclarés par action   | <b>0,05 \$</b>   | 0,04 \$     | 0,04 \$     | 0,04 \$     | 0,04 \$     | 0,035 \$    | 0,035 \$    | 0,13 \$     |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué                     | <b>33 562</b>    | 33 746      | 32 265      | 30 194      | 29 875      | 29 807      | 28 871      | 23 748      |

<sup>(1)</sup> Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement

<sup>(2)</sup> Rapprochement du BAIIA avec le résultat net au tableau suivant

Depuis 2013, la société a battu des records de ventes tous les trimestres comparativement aux trimestres correspondants de l'année précédente. Cette augmentation des ventes est principalement due à la mise en marché de nouveaux produits et à l'augmentation de volume de certains produits existants.

La marge brute, qui se maintenait à une moyenne de 30,5 % depuis 2014, a augmenté à 32,7 % au quatrième trimestre de 2015 en raison d'un niveau de vente très élevé par rapport aux trimestres précédents.

Les charges opérationnelles trimestrielles, qui étaient en moyenne de 4,1 M \$ ou 20 % des ventes en 2014, sont en hausse en termes de dollars, en 2015, avec une moyenne trimestrielle de 4,5 M \$, tandis qu'elle est en baisse en termes de pourcentage des ventes à 19,1 %. Les charges opérationnelles trimestrielles sont plus élevées depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de 2014 en raison d'une augmentation de la force de vente et des frais de déplacement. Depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 2014, s'ajoute à cela, l'impact de l'acquisition de Silver Cross, et de trois franchisés Silver Cross au 3<sup>e</sup> trimestre de 2015.

Le BAIIA trimestriel, qui était en moyenne 3,6 M \$ en 2015, représente une augmentation de près de 30 % sur la moyenne de 2,8 M \$ de 2014.

### Rapprochement du BAIIA avec le résultat net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les IFRS, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez, au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA.

| (en milliers de dollars – non audité)           | 2015             |                 |          |          |          | 2014      |          |          |          |          |
|---|------------------|-----------------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|----------|----------|
|   | Total            | T 4             | T 3      | T 2      | T 1      | Total     | T 4      | T 3      | T 2      | T 1      |
| Résultat net                                    | <b>8 944 \$</b>  | <b>2 867 \$</b> | 2 352 \$ | 2 150 \$ | 1 575 \$ | 6 391 \$  | 1 714 \$ | 1 926 \$ | 1 546 \$ | 1 205 \$ |
| Plus:   |                  |                 |          |          |          |           |          |          |          |          |
| Intérêts sur la dette à long terme              | <b>563</b>       | <b>130</b>      | 140      | 147      | 146      | 560       | 146      | 134      | 144      | 136      |
| Dépense d'intérêts et frais bancaires           | <b>186</b>       | <b>31</b>       | 68       | 44       | 43       | 190       | 70       | 69       | 29       | 22       |
| Charge d'impôt sur le résultat                  | <b>3 288</b>     | <b>976</b>      | 876      | 774      | 662      | 2 401     | 685      | 703      | 591      | 422      |
| Amortissement des immobilisations corporelles   | <b>1 062</b>     | <b>286</b>      | 271      | 255      | 250      | 982       | 241      | 257      | 244      | 240      |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | <b>747</b>       | <b>152</b>      | 170      | 210      | 215      | 787       | 223      | 177      | 190      | 197      |
| Moins:  |                  |                 |          |          |          |           |          |          |          |          |
| Revenus d'intérêts                              | <b>231</b>       | <b>70</b>       | 71       | 57       | 33       | 147       | 47       | 52       | 46       | 2        |
| <b>BAIIA</b>                                    | <b>14 559 \$</b> | <b>4 372 \$</b> | 3 806 \$ | 3 523 \$ | 2 858 \$ | 11 164 \$ | 3 032 \$ | 3 214 \$ | 2 698 \$ | 2 220 \$ |

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2015 par rapport au même trimestre de 2014, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2015 comparativement à l'exercice antérieur. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2015 et 2014, disponibles sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

## 10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats des quatrièmes trimestres ainsi que sur les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

### Marge brute

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages) | 3 mois (non audités) |           |           | 12 mois          |           |           |
|---|----------------------|-----------|-----------|------------------|-----------|-----------|
|   | 2015                 | 2014      | Variation | 2015             | 2014      | Variation |
| Ventes  | <b>26 605 \$</b>     | 21 497 \$ | 23,8 %    | <b>95 263 \$</b> | 82 909 \$ | 14,9 %    |
| Coût des ventes                                 | <b>17 892 \$</b>     | 14 846 \$ | 20,5 %    | <b>65 686 \$</b> | 57 589 \$ | 14,1 %    |
| Marge brute                                     | <b>8 713 \$</b>      | 6 651 \$  | 31 %      | <b>29 577 \$</b> | 25 320 \$ | 16,8 %    |
| % des ventes                                    | <b>32,7 %</b>        | 30,9 %    | s.o.      | <b>31 %</b>      | 30,5 %    | s.o.      |

Au 4<sup>e</sup> trimestre de 2015, les ventes sont en hausse de 5,1 M \$ ou 23,8 % par rapport aux ventes enregistrées au trimestre correspondant de 2014. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de l'ordre de 30 %, passant de 18 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2014 à 23,5 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 essentiellement en raison du volume de ventes de sièges pour escaliers droits et courbes qui a plus que doublé en 2015. Par contre, les ventes du secteur *Véhicules adaptés* sont en baisse de 8,9 % passant de 3,5 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2014 à 3,1 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre de 2015.

Pour la période de douze mois, les ventes sont en hausse de 12,4 M \$ ou 14,9 % par rapport à la période correspondante de 2014. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de 18,7 % ou 13 M \$ tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* sont en baisse de 4,7 % ou 629 000 \$. Tant pour le trimestre que pour l'année 2015, la baisse des ventes de ce secteur est principalement due à la diminution de la demande de l'industrie du taxi de la région de Toronto.

### Répartition des ventes par région géographique

| (en pourcentages des ventes - non audités) | 3 mois        |        |           | 12 mois       |        |           |
|--|---------------|--------|-----------|---------------|--------|-----------|
|  | 2015          | 2014   | Variation | 2015          | 2014   | Variation |
| Canada                                     | <b>34,5 %</b> | 38,8 % | (4,3)     | <b>36,3 %</b> | 38,3 % | (2)       |
| États-Unis                                 | <b>58,5 %</b> | 51,5 % | 7         | <b>55,1 %</b> | 52,1 % | 3         |
| Autres régions                             | <b>7 %</b>    | 9,7 %  | (2,7)     | <b>8,6 %</b>  | 9,6 %  | (1)       |

La marge brute est en hausse de 2,1 M \$ pour le 4<sup>e</sup> trimestre de 2015 et de 4,3 M \$ pour la période de douze mois, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. En pourcentage des ventes, la marge brute a

augmenté tant pour le 4<sup>e</sup> trimestre que pour la période de douze mois passant de 30,9 % et 30,5 % respectivement en 2014 à 32,7 % et 31 % en 2015.

L'augmentation de nos achats en provenance de l'Asie permet de garder nos coûts directs à un niveau compétitif. En effet, la proportion des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs situés en Asie a augmenté à 54 % des achats de matières premières de la filiale Savaria Concord pour l'année 2015 comparativement à 49 % pour l'année 2014. À noter que 85 % des achats en Asie proviennent de la filiale Savaria Huizhou (86 % en 2014).

## Résultat opérationnel

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages) | 3 mois (non audités) |          |           | 12 mois          |           |           |
|---|----------------------|----------|-----------|------------------|-----------|-----------|
|   | 2015                 | 2014     | Variation | 2015             | 2014      | Variation |
| Charges opérationnelles                         | <b>5 061 \$</b>      | 4 357 \$ | 16,2 %    | <b>18 198 \$</b> | 16 565 \$ | 9,9 %     |
| <i>% des ventes</i>                             | <b>19 %</b>          | 20,3 %   | s.o.      | <b>19,1 %</b>    | 20 %      | s.o.      |
| Autres produits                                 | <b>26 \$</b>         | 10 \$    | 160 %     | <b>26 \$</b>     | 10 \$     | 160 %     |
| Résultat opérationnel                           | <b>3 678 \$</b>      | 2 304 \$ | 59,6 %    | <b>11 405 \$</b> | 8 765 \$  | 30,1 %    |
| <i>% des ventes</i>                             | <b>13,8 %</b>        | 10,7 %   | s.o.      | <b>12 %</b>      | 10,6 %    | s.o.      |

La proportion des charges opérationnelles par rapport aux ventes a diminué au 4<sup>e</sup> trimestre et pour la période de douze mois de 2015 par rapport aux périodes correspondantes de 2014, passant de 20,3 % à 19 % pour le trimestre, et de 20 % à 19,1 % pour l'année. En termes de dollars, les charges opérationnelles ont augmenté de 704 000 \$ au 4<sup>e</sup> trimestre et 1,6 M \$ pour la période de douze mois de 2015 par rapport aux périodes correspondantes de 2014 principalement en raison de l'ajout des activités de Silver Cross au 4<sup>e</sup> trimestre de 2014, et de l'acquisition de trois franchisés au 3<sup>e</sup> trimestre de 2015 (+160 000 \$ pour le trimestre et +733 000 \$ pour la période de douze mois), d'une augmentation de la force et des frais de vente (+116 000 \$ pour le trimestre et +438 000 \$ pour la période de douze mois) et des activités d'ingénierie (+202 000 \$ pour le trimestre).

L'effet combiné de la variation favorable de la marge brute et de celle défavorable des charges opérationnelles résulte en un effet positif sur le résultat opérationnel du 4<sup>e</sup> trimestre et de l'année 2015 avec des augmentations de 1,4 M \$ et 2,6 M \$ respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014.

## Résultat net

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages) | 3 mois (non audités) |          |           | 12 mois          |           |           |
|---|----------------------|----------|-----------|------------------|-----------|-----------|
|   | 2015                 | 2014     | Variation | 2015             | 2014      | Variation |
| Produits financiers nets                        | <b>165 \$</b>        | 95 \$    | 73,7 %    | <b>827 \$</b>    | 27 \$     | 2963 %    |
| Résultat avant impôt                            | <b>3 843 \$</b>      | 2 399 \$ | 60,2 %    | <b>12 232 \$</b> | 8 792 \$  | 39,1 %    |
| Charge d'impôt sur le résultat                  | <b>976 \$</b>        | 685 \$   | 42,5 %    | <b>3 288 \$</b>  | 2 401 \$  | 36,9 %    |
| Résultat net                                    | <b>2 867 \$</b>      | 1 714 \$ | 67,3 %    | <b>8 944 \$</b>  | 6 391 \$  | 39,9 %    |
| <i>% des ventes</i>                             | <b>10,8 %</b>        | 8 %      | s.o.      | <b>9,4 %</b>     | 7,7 %     | s.o.      |
| BAIIA   | <b>4 372 \$</b>      | 3 032 \$ | 44,2 %    | <b>14 559 \$</b> | 11 164 \$ | 30,4 %    |
| <i>% des ventes</i>                             | <b>16,4 %</b>        | 14,1 %   | s.o.      | <b>15,3 %</b>    | 13,5 %    | s.o.      |

La variation favorable de 800 000 \$ des produits financiers nets de la période de douze mois de 2015 par rapport à la période correspondante de 2014 est principalement due à une variation nette favorable des gains de change de 715 000 \$ et des revenus d'intérêt de 84 000 \$. Les gains et pertes de change proviennent majoritairement de la conversion, au taux de fin de période, des éléments monétaires libellés en dollars US.

Le taux d'impôt effectif de 26,9 % pour la période de douze mois de 2015 est supérieur au taux corporatif moyen de 25,8 % principalement en raison des éléments non déductibles pour fins d'impôt et d'une retenue d'impôt payé lors du rapatriement de fonds de la filiale chinoise au premier trimestre de 2015. Ce taux effectif de 26,9 % est légèrement inférieur au taux effectif de l'exercice de 2014 de 27,3 % en raison de changements d'estimés comptables effectués en 2014.

Le résultat net et le BAIIA sont en hausse au 4<sup>e</sup> trimestre et pour la période de douze mois de 2015 comparativement aux périodes correspondantes de 2014, avec des augmentations du résultat net de 1,2 M \$ et de 2,6 M \$ et du BAIIA de 1,3 M \$ et de 3,4 M \$ respectivement.

## Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont présentés à leur juste valeur à l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue au résultat net est enregistrée au *Cumul des autres éléments du résultat global*. À l'échéance des contrats, les gains ou pertes réalisés sont reclassés contre les ventes aux résultats.

Au 31 décembre 2015, la société détenait des contrats de change au montant total de 54,5 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 31 décembre 2018, à un taux moyen pondéré de 1,1456. En fin d'exercice,

la moins-value nette non réalisée sur les contrats de change s'élève à 12,4 M \$ avant impôts différés. La moins-value apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants et est incluse dans le solde du *Cumul des autres éléments du résultat global* (se référer à la rubrique *Sources de financement disponibles* de la section 11).

### **Couverture de taux d'intérêt**

La société a signé une offre de financement en avril 2012 comprenant deux emprunts totalisant 16,6 M \$. Puisque ces dettes portent intérêt à taux variable, la société a décidé de conclure des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque lié aux variations des taux d'intérêt. Elle a donc signé un premier contrat d'échange relatif à un montant de capital initial de 7 M \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital initial de 9,6 M \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces taux incluent un frais d'estampillage de 1,5 %.

Tout comme pour les couvertures de change, la société applique la comptabilité de couverture, ce qui permet de comptabiliser les plus ou moins-values non réalisées rattachées à l'instrument financier dérivé au *Cumul des autres éléments du résultat global*, alors que la juste valeur est comptabilisée à l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2015, la moins-value totale non réalisée sur les contrats de swap s'élève à 163 000 \$ avant impôts différés. Ce montant apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants et est inclus dans le solde du *Cumul des autres éléments du résultat global*.

## 11. Situation financière

### Variations entre les états de la situation financière

Le tableau suivant illustre les variations importantes entre les états de la situation financière du 31 décembre 2015 et du 31 décembre 2014, ainsi que les principales explications sur ces variations :

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages)                                 | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variation | Principales causes des variations  |
|---|------------------|------------------|-----------|--|
| <b>Actifs courants</b>  |                  |                  |           |  |
| Trésorerie  | <b>29 707 \$</b> | 16 280 \$        | 13 427 \$ | Encaissement d'un produit net de 13 500 \$ suite à la conclusion d'un placement privé.   |
| Créances et autres débiteurs  | <b>12 878 \$</b> | 12 168 \$        | 710 \$    | Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (+1 300 \$), diminution des créances clients (-189 \$), diminution des taxes de vente à recevoir (-297 \$) et des autres montants à recevoir (-57 \$).                            |
| Nombre de jours nécessaires au recouvrement des créances clients <sup>(1)</sup> | <b>44</b>        | 54               | (18,5) %  | Le resserrement de nos politiques de crédit justifie l'amélioration du temps de recouvrement de nos comptes à recevoir.  |
| Stocks  | <b>18 111 \$</b> | 16 694 \$        | 1 417 \$  | Augmentation des inventaires à l'usine Van-Action (+453 \$) et à l'usine de Chine (+928 \$) en raison de l'augmentation des approvisionnements de l'usine Savaria Concord et de l'impact de l'augmentation du taux de change du renminbi chinois par rapport au dollar canadien. |
| Taux de rotation de stocks <sup>(1)</sup>                                       | <b>3,59</b>      | 3,65             | (1,6) %   | Voir « Stocks » ci-haut.   |

<sup>(1)</sup> Basé sur la moyenne des quatre derniers trimestres

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variation | Principales causes des variations   |
|---|------------------|------------------|-----------|---|
| <b>Actifs non courants</b>                      |                  |                  |           |   |
| Immobilisations corporelles                     | 18 389 \$        | 12 122 \$        | 6 267 \$  | Acquisitions (+7 200 \$, dont 6,400 \$ lié à l'acquisition d'un immeuble, se référer à la rubrique <i>Sources de financement disponibles</i> de la section 11), amortissement (-1 100 \$), acquisitions d'entreprises (+53 \$) et autres variations mineures. |
| Goodwill  | 7 485 \$         | 7 253 \$         | 232 \$    | Augmentation par le biais de l'acquisition de franchises Silver Cross.  |
| Actifs d'impôt différé                          | 5 422 \$         | 3 157 \$         | 2 265 \$  | Impôt différé sur la variation du cumul des autres éléments du résultat global (+1 900 \$) et sur les frais de transaction liés à un placement privé (+195 \$).   |
| <b>Passifs courants</b>                         |                  |                  |           |   |
| Fournisseurs et autres créditeurs               | 11 140 \$        | 9 677 \$         | 1 463 \$  | Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des créditeurs libellés en dollars US (+894 \$), augmentation des comptes fournisseurs en raison de l'augmentation des stocks (+544 \$).  |
| Instruments financiers dérivés                  | 5 812 \$         | 2 295 \$         | 3 517 \$  | Variation défavorable de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance dans les douze prochains mois (+3 500 \$).   |
| Partie courante de la dette à long terme        | 2 980 \$         | 2 833 \$         | 147 \$    | Voir explications de la rubrique <i>Dette à long terme</i> .  |

| (en milliers de dollars, sauf les pourcentages) | 31 décembre 2015 | 31 décembre 2014 | Variation | Principales causes des variations   |
|---|------------------|------------------|-----------|---|
| <b>Passifs non courants</b>                     |                  |                  |           |   |
| Dette à long terme                              | 14 272 \$        | 12 521 \$        | 1 751 \$  | Remboursement normal de la dette (-1 900 \$), versement sur un billet à payer lié à une acquisition en 2014 (-550 \$), nouvelle dette liée à l'acquisition d'un immeuble (se référer à la rubrique <i>Sources de financement disponibles</i> de la section 11) (+4 200 \$) et autres variations mineures (inclut la variation de la partie courante de la dette à long terme).                              |
| Instruments financiers dérivés                  | 6 723 \$         | 2 991 \$         | 3 732 \$  | Variation défavorable de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance après les douze prochains mois (+3 800 \$).  |
| <b>Capitaux propres</b>                         | 49 213 \$        | 36 456 \$        | 12 757 \$ | Résultat net (+8 900 \$), émission d'actions dans le cadre d'un placement privé, net des frais de transaction et des impôts y afférents (se référer à la rubrique <i>Sources de financement disponibles</i> de la section 11) (+13 800 \$), exercice d'options d'achat d'actions (+201 \$), déclaration de dividendes (-5 400 \$) et variation du cumul des autres éléments du résultat global (-5 000 \$). |
| <b>Fonds de roulement <sup>(1)</sup></b>        | 37 028 \$        | 27 638 \$        | 9 390 \$  | Augmentation principalement due à la conclusion du placement privé au 2 <sup>e</sup> trimestre (+13 500 \$) partiellement compensée par les dépenses capitalisées relativement à l'immeuble acquis, mais pour lesquelles le financement à long terme n'est pas encore encaissé (-2 000 \$).   |
| Ratio de fonds de roulement <sup>(1)</sup>      | 2,51             | 2,49             | 0,8 %     | Voir ci-haut.   |

<sup>(1)</sup> Voir définition à la section 3, *Conformité avec les Normes internationales d'information financière*

Au 31 décembre 2015, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 95,7 M \$ contre 71,4 M \$ au 31 décembre 2014, et des passifs totaux de 46,5 M \$ contre 35 M \$ au 31 décembre 2014.

### Sources de financement disponibles

| (en milliers de dollars) | 31 décembre      |                  |
|--------------------------|------------------|------------------|
|                          | 2015             | 2014             |
| Facilités de crédit :    |                  |                  |
| Autorisées               | 7 500 \$         | 7 500 \$         |
| Avances bancaires        | (1 125)          | (2 000)          |
| Crédit non utilisé       | 6 375            | 5 500            |
| Trésorerie brute         | 30 832           | 18 280           |
| <b>Total</b>             | <b>37 207 \$</b> | <b>23 780 \$</b> |

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 37,2 M \$ au 31 décembre 2015. Ceci lui procure la marge de manœuvre nécessaire afin de faire face à ses obligations potentielles à court terme et de bénéficier d'opportunités d'investissement.

Le 13 mai 2015, la société a complété un placement privé par prise ferme de 2 875 000 actions ordinaires au prix de 5,00 \$ par action, pour un produit brut revenant à Savaria de 14,4 M \$ et un produit net des frais financiers de 13,5 M \$.

Le 31 août 2015, la société a acquis un immeuble au coût de 4,2 M \$. À cette même date, elle a obtenu un financement sous forme d'une marge à la construction de 6,2 M \$, dont 4,2 M \$ ont été versés au 31 décembre 2015. La balance de 2 M \$ servira à financer les travaux d'améliorations qui ont été effectués et sera encaissée d'ici l'achèvement des travaux prévu en juin 2016. La marge à la construction sera alors convertie en dette à long terme. Les conditions de l'entente de financement prévoient une période d'amortissement de 180 mois pour la dette à long terme avec des versements mensuels en capital de 43 000 \$ pour les 60 premiers mois et de 30 000 \$ pour les derniers 120 mois.

La société minimise son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant la majorité de ses emprunts à taux fixe par le biais de contrats de swap (se référer à la rubrique *Couverture de taux d'intérêt* de la section 10).

Par ailleurs, la société dispose d'une ligne de substitution lui permettant de s'exposer à des risques de pertes potentielles sur les contrats de change sur une période de couverture maximale de 36 mois. La valeur marchande des contrats de change est calculée quotidiennement par la banque. Lorsque la résultante est une perte d'un montant supérieur à 7,1 M \$, la banque peut réaliser les sûretés données en garantie pour couvrir le risque supplémentaire. À cet égard, un montant de 5,1 M \$ au 31 décembre 2015 est réservé pour garantir les pertes non réalisées sur les contrats de change, puisque celles-ci s'élèvent à 12,2 M \$ à la date de la dernière évaluation en 2015.

Depuis le 31 décembre 2014, le coefficient d'endettement sur le capital investi de la société est néant étant donné que la trésorerie de la société est supérieure à sa dette à long terme.

## Autres données et ratios

| (en milliers de dollars, sauf les montants par action - non audité) | 31 décembre       |            | Variation |
|---|-------------------|------------|-----------|
|   | 2015              | 2014       |           |
| Valeur comptable par action <sup>(1)</sup>                          | <b>1,51 \$</b>    | 1,23 \$    | 22,8 %    |
| Trésorerie par action <sup>(1)</sup>                                | <b>0,91 \$</b>    | 0,55 \$    | 65,4 %    |
| Capitalisation boursière  | <b>179 514 \$</b> | 128 563 \$ | 39,6 %    |

<sup>(1)</sup> Voir définition à la section 3, *Conformité avec les Normes internationales d'information financière*

La valeur comptable et la trésorerie par action sont en hausse au 31 décembre 2015 comparativement au 31 décembre 2014 en raison de l'impact du placement privé sur les capitaux propres et sur la trésorerie, partiellement compensé par les déclarations de dividendes durant l'exercice 2015 et de la variation défavorable des capitaux propres suite à l'augmentation du montant négatif du *Cumul des autres éléments du résultat global* surtout lié à la variation défavorable de la juste valeur des contrats de change. La capitalisation boursière est aussi en hausse en raison de l'émission d'actions dans le cadre du placement privé et de l'augmentation de la valeur de l'action de la société, qui est passée de 4,35 \$ au 31 décembre 2014 à 5,51 \$ au 31 décembre 2015.

## 12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre ainsi que sur l'exercice 2015 et 2014.

| (en milliers de dollars)                             | 3 mois (non audités) |            |           | 12 mois           |            |           |
|--|----------------------|------------|-----------|-------------------|------------|-----------|
|  | 2015                 | 2014       | Variation | 2015              | 2014       | Variation |
| Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles  | <b>6 392 \$</b>      | 3 635 \$   | 75,8 %    | <b>12 129 \$</b>  | 9 043 \$   | 34,1 %    |
| Trésorerie nette liée aux activités d'investissement | <b>(2 500) \$</b>    | (381) \$   | 556 %     | <b>(8 626) \$</b> | (3 537) \$ | (144) %   |
| Trésorerie nette liée aux activités de financement   | <b>(2 212) \$</b>    | (1 849) \$ | (19,6) %  | <b>9 432 \$</b>   | 8 636 \$   | 9,2 %     |

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles supérieurs de 2,8 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre et de 3,1 M \$ pour la période de douze mois de 2015 par rapport aux périodes correspondantes de 2014 principalement dus à un écart favorable du résultat net avant amortissement et impôt (+1,4 M \$ pour le trimestre, +3,5 M \$ pour l'année) et de la variation nette des éléments hors caisse (+2,1 M \$ pour le trimestre, +959 000 \$ pour l'année), atténués par des paiements d'impôts sur le revenu supérieurs (- 118 000 \$ pour le trimestre, -1,3 M \$ pour l'année).

La société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement supérieurs de 2,1 M \$ au 4<sup>e</sup> trimestre et de 5,1 M \$ pour la période de douze mois de 2015 par rapport aux périodes équivalentes de 2014 principalement en raison d'une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles (-2,3 M \$ pour le trimestre, -6,7 M \$ pour l'année) et incorporelles (-405 000 \$ pour l'année), atténuée par une diminution des acquisitions d'entreprises (+2 M \$ pour l'année).

Au chapitre des activités de financement, la société a engagé des flux supérieurs de 363 000 \$ au 4<sup>e</sup> trimestre par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre de 2014 principalement en raison de versements de dividendes supérieurs de 447 000 \$. La société a dégagé des flux supérieurs de 796 000 \$ pour la période de douze mois principalement dus à un encaissement supérieur de la dette à long terme (+4,1 M \$) et de versements de dividendes inférieurs (+929 000 \$), atténué par un produit net lié à des placements privés inférieur (-4 M \$).

### 13. Principales estimations comptables

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif comprennent le goodwill, l'évaluation des actifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et la provision pour garantie. Les jugements importants réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont la détermination des unités génératrices de trésorerie, l'identification des secteurs opérationnels et la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger.

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

Le montant recouvrable du goodwill est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel. Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leur valeur d'utilité. Elles sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % pour le secteur *Accessibilité*, et néant pour le secteur *Véhicules adaptés*;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;

- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 14,9 % et 13,2 % (15 % et 13,5 % en 2014) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 19 % à un taux d'intérêt du marché haut et bas de 3,2 % et 2,7 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

## 14. Nouvelles conventions comptables

### A) Modifications comptables adoptées durant l'exercice 2015

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2015. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

#### ***Améliorations annuelles des IFRS - Cycles 2010-2012 et 2011-2013***

En décembre 2013, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications de portée limitée à un total de neuf normes dont certaines pourraient éventuellement s'appliquer à la société. L'IASB utilise le processus d'améliorations annuelles en vue d'apporter des modifications non urgentes, mais nécessaires, aux IFRS.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- la définition de « conditions d'acquisition » dans l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*;
- le classement et l'évaluation de la contrepartie éventuelle, et l'exclusion du champ d'application prévue à l'égard de la formation de partenariats dans l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*;
- les informations à fournir sur le regroupement de secteurs opérationnels dans l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*;
- l'évaluation des créances et des dettes à court terme, et le champ d'application de l'exception relative aux portefeuilles dans l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*;
- le retraitement du cumul des amortissements au moment de la réévaluation dans l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et dans l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*; et
- la définition de « partie liée » dans l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*.

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées pour les modifications apportées à l'IFRS 2, à l'IAS 16 et à l'IAS 38.

### B) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et 2014, n'ont pas été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés.

### **IFRS 9 - Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014). La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des exercices antérieurs n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances *a posteriori*.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation. L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences par rapport à l'IFRS 9 (2013), adoptée par anticipation le 1<sup>er</sup> avril 2014 par la société. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

### **IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axés sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

### **IFRS 16 - Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adopté avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

### **Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2012-2014**

En septembre 2014, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de quatre normes. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'application anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également. Chacune des modifications possède ses propres dispositions transitoires particulières.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- modification des modalités de cession en vertu de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*;
- « liens conservés » pour les mandats de gestion et informations à fournir sur la compensation dans les états financiers consolidés en vertu de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*;
- taux d'actualisation dans un marché régional ayant la même monnaie en vertu de l'IAS 19, *Avantages du personnel*;
- informations fournies « ailleurs dans le rapport financier intermédiaire » en vertu de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

### **Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables (modification de l'IAS 16 et de l'IAS 38)**

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en est que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Les modifications s'appliquent de manière prospective aux états financiers annuels couvrant les périodes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Une application anticipée est autorisée.

La société envisage d'adopter les modifications à l'IAS 16 et à l'IAS 38 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

### **Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1**

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'« Initiative concernant les informations à fournir »). Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'adoption anticipée est permise.

Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers consolidés.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

## **15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le *Règlement 52-109* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

## Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO ») (cadre de 2013 du COSO). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2015, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux IFRS.

## Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'exercice 2015 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## 16. Engagements

En dehors des dettes apparaissant à l'état de la situation financière, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement, représentant un engagement total de 1 514 000 \$ (2 103 000 \$ en 2014).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

| (en milliers de dollars)                                    | Total     | 2016     | 2017     | 2018     | 2019     | 2020     | Après 2020 |
|---|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------|
| Obligations de la dette à long terme, incluant les intérêts | 19 394 \$ | 3 334 \$ | 3 021 \$ | 2 905 \$ | 1 575 \$ | 1 199 \$ | 7 360 \$   |
| Location-financement  | 176       | 72       | 53       | 29       | 17       | 5        | -          |
| Location-exploitation                                       | 1 514     | 664      | 425      | 302      | 123      | -        | -          |
| Total des obligations contractuelles                        | 21 084 \$ | 4 070 \$ | 3 499 \$ | 3 236 \$ | 1 715 \$ | 1 204 \$ | 7 360 \$   |

## 17. Arrangements hors bilan

Autre que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, *Engagements*, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2015.

## 18. Opérations entre parties liées

La société a comptabilisé un montant de 71 000 \$ (52 000 \$ en 2014) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société.

La société a signé un bail avec une entité appartenant à un administrateur et le président et chef de la direction de la société. Selon les modalités de ce bail, un montant de 25 000 \$ (idem en 2014) a été versé à cette compagnie en 2015. Le bail vient à échéance en octobre 2016 et le total de l'engagement restant est de 21 000 \$ (46 000 \$ en 2014).

Les conditions rattachées à ces ententes reflètent les conditions du marché.

## 19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

| (en milliers de dollars)          | Actifs et passifs présentés à la juste valeur | Actifs et passifs présentés au coût amorti | Total            | Juste valeur     |
|-----------------------------------|---|--|------------------|------------------|
| <b>Actifs financiers</b>          |   |  |                  |                  |
| Trésorerie                        | - \$  | 29 707 \$                                  | <b>29 707 \$</b> | <b>29 707 \$</b> |
| Créances et autre débiteurs       | -   | 11 726                                     | <b>11 726</b>    | <b>11 726</b>    |
| Prêts à long terme                | -   | 51   | <b>51</b>        | <b>51</b>        |
| Total des actifs financiers       | - \$  | 41 484 \$                                  | <b>41 484 \$</b> | <b>41 484 \$</b> |
| <b>Passifs financiers</b>         |   |  |                  |                  |
| Fournisseurs et autres créditeurs | - \$  | 11 071 \$                                  | <b>11 071 \$</b> | <b>11 071 \$</b> |
| Instruments financiers dérivés    | 12 535  | -  | <b>12 535</b>    | <b>12 535</b>    |
| Dettes à long terme               | -   | 17 252                                     | <b>17 252</b>    | <b>17 243</b>    |
| Total des passifs financiers      | 12 535 \$                                     | 28 323 \$                                  | <b>40 858 \$</b> | <b>40 849 \$</b> |

## Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, *Risques et incertitudes*.

### 20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

#### Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

##### a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises étrangères.

La société réalise approximativement 63 % (61 % en 2014) de ses ventes en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses ventes et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger la marge brute contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2015, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 9 192 000 \$ (3 792 000 \$ au 31 décembre

2014). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Produits (charges) financiers(ères) et le résultat net.

#### **b) Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses prêts à long terme, ses avances bancaires et ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La majorité de la dette de la société est à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Pour ce faire, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») en avril 2012. Elle a signé un premier contrat d'échange relatif à un montant en capital initial de 7 000 000 \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital initial de 9 600 000 \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap est de 10 573 000 \$ au 31 décembre 2015 (12 205 000 \$ au 31 décembre 2014). Au 31 décembre 2015, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 119 000 \$ (108 000 \$ au 31 décembre 2014).

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une variation importante dans les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact important sur le résultat net, mais aurait comme incidence une augmentation ou diminution des "*Autres éléments du résultat global*".

#### **c) Risque de prix**

Les produits de la société comportent un nombre élevé de composantes fabriquées par des centaines de fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Asie pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

#### **d) Risque de crédit**

La trésorerie de la société est détenue ou émise par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances sont portées à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances à recevoir, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

### **e) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu importants, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

### **Conditions économiques**

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

### **Garanties**

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3), douze (12) ou trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

### **Crédits d'impôt**

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

## **Actifs d'impôt différé**

Des actifs d'impôt différé ont été comptabilisés puisqu'il est probable que les pertes reportées afférentes soient utilisées. Toutefois, certains événements pourraient faire en sorte que les pertes ne puissent être utilisées avant leur date d'échéance.

## **Concurrence**

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Notons que Savaria est un des chefs de file nord-américains au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle sur ses achats et de multiples fournisseurs étrangers.

## **Dépendance à l'égard du marché américain**

En 2015, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 55 % (52 % en 2014). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir *Conditions économiques* ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société s'efforce d'augmenter ses ventes à l'extérieur du marché américain, principalement au Canada.

## **Environnement**

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

## **Poursuites**

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer déjà comptabilisé au montant de 420 817 \$ lié à l'acquisition de Freedom en 2010 ainsi qu'une somme de 762 000 \$ liée au contrat d'emploi de l'ancien actionnaire de cette compagnie. La société a émis une demande reconventionnelle en relation avec l'acquisition ainsi qu'une demande pour que soit rejetée la réclamation liée au contrat d'emploi. Cette dernière demande ayant été refusée, la société en a appelé de la décision. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risques, veuillez consulter la notice annuelle d'information disponible sur le site internet de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## 21. Perspectives

En 2015, Savaria a accéléré encore plus son rythme de croissance. Étant donné le vieillissement de la population, la demande pour les produits d'accessibilité continuera sans cesse de croître. Notre stratégie consistant à mettre régulièrement en marché de nouveaux produits afin de demeurer un des chefs de file de notre industrie, s'est concrétisée une fois de plus par la mise en marché en 2015 d'un nouveau siège pour escaliers droits et d'un nouveau modèle de véhicule adapté. Ce nouveau véhicule, basé sur le châssis du Ram ProMaster, permet de transporter 7 passagers, dont trois en fauteuil roulant.

Les synergies provenant de notre acquisition Silver Cross continueront à se manifester et nous permettront d'augmenter notre BAIIA par le biais de ventes additionnelles d'équipements d'accessibilité en plus des revenus provenant de redevances et de la vente des informations sur les prospects.

Notre solidité financière nous permet de demeurer à l'affût des occasions d'affaires qui pourraient se présenter dans le marché de l'accessibilité, telles des acquisitions stratégiques, et de poursuivre le développement de nouveaux produits afin d'agrandir notre vaste gamme de produits. Dans un contexte d'affaires aussi prometteur, nous haussons nos prévisions énoncées le 1<sup>er</sup> décembre 2015 et nous prévoyons maintenant que les ventes de la période de douze mois qui se terminera le 31 décembre 2016 seront de l'ordre de 107 millions \$ et que le BAIIA se situera entre 16,5 et 17,5 millions \$.

Le 10 mars 2016